

Café-philo

Appelons un chat un chat...

La quatrième édition du café-philo a eu lieu. La question était ambitieuse, énorme même, tant elle questionne, qu'on le sache ou non, le veuille ou pas, le quotidien de chacun : « Sommes-nous dans une démocratie ? » Entre trente et quarante élèves, volontaires, étaient présents, encadrés par six enseignants : M. Samouna, M. Vannière, M. Delage, M. Magnier, M. Nowicki et Mme Ventura. La MDL a été de nouveau l'espace de la réflexion, lieu clos, circulaire, où la pensée, pendant deux heures, par l'échange sincère et patient, s'est faite mutuelle. Cet article est moins un compte-rendu exhaustif qu'une remise en ordre partielle de ce qu'il s'y est dit, comme il est possible de le faire, dans le calme du bureau, après que les choses ont eu lieu. On y perdra les hésitations, les tâtonnements de la pensée en train de se faire, « à sauts et à gambades » comme disait Montaigne, mais on y gagnera, peut-être, en clarté, logique, sens. Un grand merci à Norbert Samouna, qui a organisé ce moment, encadré la discussion, réparti la parole. Il n'est pas cité, dans la suite, car ses prises de parole ont souvent servi à solder, par une synthèse, une série d'échanges ou à ramener vers le cœur du sujet des élèves s'égarant quelque peu. Il en va de même de Thibaut Magnier, dont la présence répétée au café-philo est un gage, trop rare dans la société, d'intérêt pour les questions profondes, essentielles, qui sont abordées et qui concernent tout un chacun sans que tout un chacun se sente toujours concerné. Qu'ils m'en excusent, tous deux.

Sommes-nous dans une démocratie ? Là où il y a une question, c'est qu'il y a un doute, une incertitude, une inquiétude. En citant Emmanuel Macron, d'emblée, au sujet de l'imposition du pass sanitaire, Ulysse Vannière le rappelle : « *La France n'est pas une dictature.* » Si le président de la République est mis dans la nécessité de réaffirmer ce qui est censé aller de soi, c'est que, peut-être, dans l'esprit de quelques citoyens, ce qui va de soi ne va plus de soi. Ce régime, la démocratie, pratiqué d'abord (pour ce que l'on en sait) sur les bords de la mer Egée, il y a quelque deux millénaires et demi, et qui se veut, étymologiquement, le « *pouvoir du peuple* », existe-t-il en France ? Comme le train, peut-être que cette question en cache une autre qui se peut être, pour le coup, comme le train qu'on n'a pas vu, plus

épaisse, douloureuse, dramatique. Par l'ajout d'un adverbe, Ulysse Vannière la formule : « *Sommes-nous réellement dans une démocratie ?* » Selon la méthode cartésienne, qui veut que chaque question en subsume plusieurs, lesquelles, si on les résout, résoudront la première, c'est par deux ou trois autres questions que l'échange se lance : « *Si nous ne sommes pas en démocratie, alors, quel est notre régime ? Et, pourquoi voulons-nous être en démocratie ? Est-ce réellement souhaitable ?* »

Non

Etonnamment, nous ne suivrons pas le chemin coutumier de la thèse (oui) suivie de l'antithèse (non), car c'est par le non que les élèves sont entrés dans le débat. La question du vote est aussitôt posée par **Muhammad (TG A)** : « *Tout le monde*

ne peut pas voter. » On pense alors aux mineurs, aux étrangers, à certains condamnés... Surtout, c'est l'absence de contrôle sur les élus que **Salomé (1G B)** déplore, dans le cadre d'une démocratie indirecte, représentative : « *Le pouvoir, après les élections, il n'est plus à nous !* » C'est confirmé par **Prométhée (TG A)** : « *On perd le droit qu'on avait.* » La démocratie se présente, donc, d'entrée de jeu, comme discontinuë, fragmentaire, avec des périodes de sollicitation

« Le pouvoir, après les élections, il n'est plus à nous ! »

Salomé, 1G B

intense – les élections – et des périodes de mépris, de déni, d'indifférence (ressentie) à l'égard des citoyens – les mandatures –



Café-philos du 24 mars 2022 / Photographie de Norbert Samouna

auxquels il ne reste plus, dès lors, d'après plusieurs élèves, que la rue pour exprimer un mécontentement.

A cet argument d'une confiscation du pouvoir par les élus, Ulysse Vannière ose une contradiction : « *Est-ce qu'on n'a pas, malgré tout, besoin de gens qui prennent des décisions bonnes pour le peuple, mais qui sont parfois contraires à ses désirs ?* » Dès lors, se profile la question du *bien commun*, qu'une petite partie du « *peuple* », justement, serait mieux à même de comprendre, poursuivre, quand le reste (la majorité) est moins qualifié et moins conscient des enjeux supra-individuels. C'est d'ailleurs l'avis de **Simon (1G B)**, qui défend l'idée que seuls des gens compétents, « *meilleurs* », peuvent être choisis, et non le commun des mortels, le

dirigeant politique ayant un savoir-faire comme « *le boucher connaît son métier* ».

J'interviens alors pour soumettre une idée : d'après certains chercheurs, la pratique même qui empêche la démocratie, alors que nous la considérons paradoxalement comme une pratique démocratique, ce sont les élections. Les élections nient la démocratie dans sa définition rigoureuse, le « *pouvoir du peuple* », le « *pouvoir du peuple* » devenant le « *pouvoir* » d'un côté et le « *peuple* » de l'autre, celui-ci ayant délégué celui-là, par les élections mêmes, à des élus gouvernant en son nom. **Cliff (TG A)**, alors, un carnet à la main, prend la parole et, au milieu de ce qu'il dit, hasarde un mot : « *oligarchie* »¹. Derrière une *démocratie formelle*, se tiendrait une *oligarchie*

réelle, celle d'une « *minorité ayant le droit de décider par un pouvoir légitimé par la majorité* ». Ulysse Vannière précise cette intuition, pertinente, par la thèse de Francis Dupuis-Déri, chercheur québécois : sans doute, le régime dans lequel nous vivons, plutôt qu'une démocratie, serait davantage, parmi tous les régimes possibles, une « *aristocratie élective* », une minorité de personnes socialement dominantes obtenant, par les élections, le droit

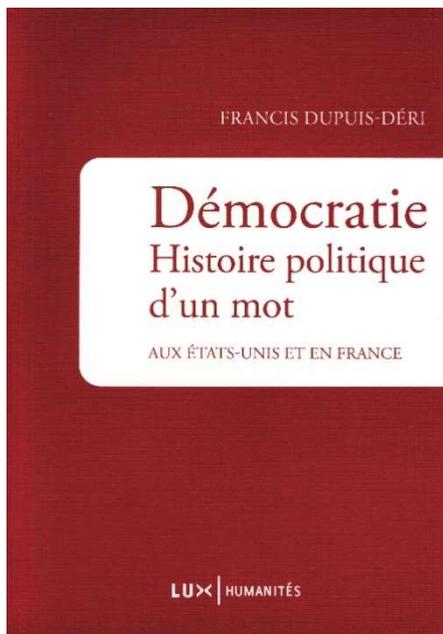
« Oligarchie », c'est-à-dire « minorité ayant le droit de décider par un pouvoir légitimé par la majorité »

Cliff, TG A

¹ Il est nécessaire, ici, de faire un rappel des différents régimes politiques. Pour gouverner un groupe, quel qu'il soit, étroit ou vaste, plusieurs configurations mathématiques sont possibles : un seul, au sein du groupe,

gouverne, et c'est une *monarchie* (« pouvoir d'un seul ») ; ou alors, une minorité gouverne, et c'est une *oligarchie* (« pouvoir de quelques-uns ») ou une *aristocratie* (« pouvoir des meilleurs ») ; ou encore, c'est la majorité qui gouverne, et c'est la

démocratie (« pouvoir du peuple ») ; enfin, tout le groupe gouverne, et c'est, sans connotation péjorative, l'*anarchie* (« absence de pouvoir »).



Paru en 2013, issu d'un travail de thèse, cet ouvrage est devenu une référence dans le champ de l'histoire critique de la démocratie. Francis Dupuis-Déri s'impose comme un penseur majeur de la démocratie, à la suite d'autres auteurs, comme Pierre Rosanvallon (La démocratie inachevée, 2000) ou encore Bernard Manin (Principes du gouvernement représentatif, 1995), dont le café-philos n'a pas été amené à parler.

de gouverner. Francis Dupuis-Déri exprime radicalement cette thèse radicale dans un entretien à propos de son livre, *Démocratie, histoire politique d'un mot* : « On vit dans des aristocraties élues, puisque c'est une petite minorité qui nous gouverne. On peut considérer que c'est une bonne idée. [...] On peut dire que c'est mieux qu'une vraie démocratie. Mais, en tout cas, ce n'est pas une démocratie. »²

Certains ne verront là qu'un jeu sur les mots, qu'une pinaillerie langagière, celle de prétendre appeler un chat un chat et, en l'occurrence, une *démocratie représentative* une *aristocratie élective*. Mais, on peut aller plus loin et s'interroger sur l'enjeu véritable d'appeler un chat un chat : qu'engage,

sur le plan affectif, émotionnel, psychologique, pour une société, le fait qu'elle se reconnaisse vivre dans une aristocratie plutôt que dans une démocratie ? Si l'analyse de Francis Dupuis-Déri venait à se vérifier et si les mots ont quelque importance, que représenterait le fait qu'on accepte d'utiliser le bon mot, d'ajuster le juste contenant au juste contenu, de substituer à l'euphémisme (*démocratie représentative*) le mot cru (*aristocratie*) ? Il va de soi qu'en bon scientifique, Francis Dupuis-Déri, comme Copernic, Darwin et Freud avant lui, n'a pas de bonnes nouvelles à apporter. Comme pour tous ceux qui cherchent, le résultat de sa recherche est de nous dire : « Vous vous faites des illusions sur vous-mêmes. Vous vous trompez sur le monde. Ce qui est n'est pas ce que vous pensez. » A la fin de la séance, d'ailleurs, **Floriane (1STI2D 4)** me dira : « Le problème, c'est qu'on ne voit pas l'envers du décor. » C'est cet envers du décor démocratique que l'auteur cherche à révéler. Et, comme c'est le cas à l'échelle d'un individu, nulle société n'aime, parce que l'envers du décor est enfin révélé, s'entendre dire qu'elle n'est

pas ce qu'elle pensait être, être ramenée à l'état infantin de n'avoir pas su, compris, de s'être fait berner. Car tout travail scientifique a un *effet de dévoilement* qui se traduit, souvent, pour l'être humain, par un orgueil froissé, une blessure narcissique. Et admettre que nous vivons en *aristocratie* plutôt qu'en *démocratie*, ce serait admettre que nous avons vécu, sans le savoir, dans un régime politique que nous percevons moins positivement que la démocratie, de la même manière que les Romains n'ont pas cru, à partir d'Auguste, être sortis tout à fait de la République, usant, pour désigner leur nouveau régime, du doux mot de *principatus* (« régime du premier des sénateurs »), quand les historiens n'hésitent pas, aujourd'hui, à parler d'« Empire ». Peut-être, un jour, les historiens diront-ils de nous ce qu'il nous semblerait, aujourd'hui, convenir à d'autres.

Oui

Face à cela, la thèse (oui) semble bien mince. Il revient à **Ethan (TG C)** d'attirer, très judicieusement, l'attention sur le fait que la démocratie, en dépit de ce qu'elle est, présente des



Café-philos du 24 mars 2022 / Photographie de Norbert Samouna

² Propos tenu par Francis Dupuis-Déri dans la vidéo « Démocratie : histoire d'un malentendu »,

réalisée pour l'université du Québec à Montréal (UQAM) et disponible sur YouTube :

https://www.youtube.com/watch?v=KVV5o_gDlts

pratiques parfois très démocratiques, comme le référendum. C'est, en effet, le « *peuple* » des citoyens qui, tout à coup, libéré du carcan de la représentativité, peut s'exprimer lui-même, directement, sans intermédiaire, quoique rudimentairement – oui ou non –, sur un sujet. Ce à quoi Aude Ventura, très justement, répond : « *A quand remonte le dernier référendum ? Tu n'étais sans doute pas né...* » De façon symptomatique, cette pratique, parmi les plus démocratiques, est peu usitée, voire quelque peu oubliée, le dernier remontant à 2005 et ayant d'ailleurs débouché sur un déni de démocratie, le rejet par référendum de la constitution européenne en 2005 conduisant au traité de Lisbonne de 2007, approuvé par le Congrès et qui n'était qu'une version (à peine) amoindrie de cette constitution. En comparaison, si seulement dix référendums ont eu lieu depuis 1958, l'article 49.3 de la constitution française, lui, qui permet à un gouvernement d'imposer une loi sans le vote des députés, a été utilisé presque cent fois. Et l'usage répété de cet article, notamment en faveur, parfois, de mesures néolibérales, comme la loi Travail de 2016, conduit à réactiver, peut-être avec quelque exagération, une formule posée par l'Allemand Hermann Heller, en 1932, dans un contexte bien plus sombre encore, celle de « *libéralisme autoritaire* », qui désigne une société toujours plus libérale sur le plan économique, toujours plus illibérale sur le plan des libertés individuelles³. On fait l'hypothèse, ici, discutable, que le déni de démocratie auquel l'usage rare du référendum et celui fréquent du 49.3 laissent penser, peut être vu comme un indicateur fiable de

l'affirmation progressive d'un certain « *libéralisme autoritaire* » en France.

Je défends, à la suite d'Ethan, le fait que nous vivons bien dans une démocratie, en insistant sur l'article indéfini du sujet : « *Sommes-nous dans une démocratie ?* » Oui, nous vivons bien une certaine expérience démocratique, propre, particulière, historique, contextualisée. C'est le cas parce que des institutions représentatives, entre autres, l'affirment. C'est aussi le cas parce que la démocratie, ou du moins l'idée que nous nous en faisons, structure nos mentalités, formant même un inconscient collectif, à tel point, par exemple, que, pour n'importe quelle question microscopique du quotidien auquel un groupe, quel qu'il soit, est confronté, le principe d'une décision à la majorité s'impose, souvent, comme le plus automatique, évident, légitime.

Merde...

Le terme de « *synthèse* » eût été plus approprié, mais on préfère, ici, au triptyque « *thèse, antithèse, synthèse* », sa version plus relâchée : « *Oui, non, merde...* ». Car, en effet, à la seconde question posée « *Pourquoi voulons-nous être en démocratie ?* », **Salomé (1G B)** en substitue une autre : « *Peut-on instaurer une nouvelle forme de démocratie ? Et sous quelle forme ?* » Et c'est en cela que le mot de Cambronne, comme on dit, s'impose, malgré soi, devant l'immensité herculéenne de ce qu'il reste à faire pour, peut-être, sortir d'un âge encore primitif de la démocratie et entrer dans une ère de plus grande maturité politique, celle d'une démocratie qui mériterait son nom, plus aboutie et satisfaisante. Les propositions des élèves vont bon

train : la suppression des sondages selon **Martin (TG D)**, la reconnaissance du vote blanc selon **Prométhée (TG A)**, l'enjeu de l'écriture des programmes selon **Justine (TG D)**, la recréation d'une démocratie plus locale, à une échelle plus grande et participative, selon **Salomé (1G B)**... Vigilant, faisant droit à ce qui a été dit plus tôt, **Doryan (TG C)** reproche alors aux intervenants de continuer de considérer que les élections sont l'aspect de la démocratie le plus décisif à améliorer, alors qu'elles en sont précisément l'antithèse. Et puis, la voix de **Thibault (TG C)** s'élève : « *Personne ne lit les programmes, de toute façon. On vote à la tête.* » Aude Ventura : « *Pourquoi on ne lit pas les programmes ?* ». **Thibault** : « *Par manque de temps.* »

Se pose, alors, décisive, la question du modèle économique compatible avec la démocratie, celui qui laisserait du *temps* pour participer au processus de décision, au débat public. Plus tôt, **Martin (TG D)**, déplorant que le politique soit de plus en plus soumis à l'économie, avait d'ailleurs lancé le débat sur cette piste, sans qu'elle soit suivie : « *Aujourd'hui, on est dans le règne de l'économie.* » La question du temps, en politique, est cruciale : les régimes

« Personne ne lit les programmes, de toute façon. On vote à la tête. [...] Par manque de temps. »

Thibault, TG C

les plus individuels, verticaux, autoritaires – de la monarchie à l'aristocratie –, prennent peu de temps à produire une décision, fabriquer une loi,

³ Carl Schmitt, Hermann Heller, *Du libéralisme autoritaire*, Paris, Zones, 2020.

tandis que les régimes les plus collectifs, horizontaux, consensuels – de la démocratie à l’anarchie –, peuvent nécessiter des jours et des nuits de discussion avant que le groupe ne parvienne à se décider. Et cette temporalité politique a une incidence sur le modèle économique, et inversement : en effet, dans une monarchie ou une oligarchie, le « *peuple* » peut se consacrer à l’économique (le travail), car le politique (la décision) est pris en charge par une personne ou une minorité, alors que, dans une démocratie ou une anarchie, le « *peuple* » a besoin de temps pour gouverner, temps libre qui n’est pas, par conséquent, du temps travaillé, le temps politique entrant alors, dans l’usage que nous faisons du temps petit et fini que nous avons sur terre, en concurrence avec le temps économique. Et le fait que nous vivons dans un modèle économique capitaliste, néo-libéral même, est sans doute la meilleure preuve, la

plus irréfutable, que nous ne vivons pas en démocratie, car ces deux choses, suivant le raisonnement qui précède, ne peuvent cohabiter, s’excluant pour une raison qu’Ulysse Vannière rappelle et qui est que, si la démocratie exige du temps libre, « *l’ennemi du capitalisme, c’est [précisément] le temps libre* ». Le capitalisme ne peut admettre que du temps soit consacré à autre chose qu’à lui-même, à la production, à l’enrichissement, selon la maxime bien connue : « *Le temps, c’est de l’argent.* » Et par « *temps libre* », on

entend le vrai « *temps libre* », au sens noble, antique, de *skholè*, qui signifie « *loisir studieux* » et qui a donné « *école* » : ce temps libre durant lequel le citoyen a l’esprit reposé, ouvert, frais et dispos, libre de soucis, et non embrumé, fatigué, émoussé, irritable, après une journée de travail. Ce temps libre durant lequel il ne s’agit pas de refaire des forces qu’on ira, demain, dilapider sans fin au travail, mais d’appliquer son esprit à des tâches salubres, apprendre, comprendre, lire, et, pourquoi pas, pour ce qui nous concerne, se rendre à une assemblée populaire locale afin de

pour d’autres tâches, plus rémunératrices, plus valorisantes : « *Ils auront une sorte de supériorité par rapport aux autres.* » Et Dehya pointe une réalité essentielle, qui est sans doute l’un des moteurs de l’histoire : envisager un monde différent, c’est n’en anticiper qu’une partie, le reste nous échappant, dissimulant des problèmes que ce monde différent, une fois partiellement advenu, ne révélera que demain, quand les problèmes d’hier auront été partiellement résolus ou oubliés, dépassés, et qu’il nous semblera, comme toujours, moins avoir fait qu’avoir à faire. Et

ainsi va le monde... Il n’en reste pas moins que le modèle économique ajustable (et inversement) au modèle politique démocratique reste à imaginer.

A la condition du temps, s’en ajoute une autre, que défend **Teddy (TG C)** : « *On ne nous forme pas à être compétents du point de vue politique.* » L’éducation est l’une des conditions pour relever la *condition*

ignorante de l’être humain et parvenir à une démocratie. En effet, il se pourrait bien que l’être humain, sans une analyse approfondie, objectivante de ce qui l’entoure, soit condamné à n’y rien comprendre et à se tromper. Et on imagine combien,

« On ne nous forme pas à être compétents du point de vue politique »

Teddy, TG C



Café-philos du 24 mars 2022 / Photographie de Norbert Samouna

s’entretenir, avec d’autres citoyens, de questions communes. Ulysse Vannière propose, pour commencer, une journée par mois, indemnisée, qui pourrait être destinée à cela. Mais comment libérer du temps ? La démocratie athénienne était esclavagiste. **Ethan (TG C)** propose, lui, l’automatisation de nombreux métiers, ce que confirme Thomas Nowicki : « *C’est ça, tchio !* » Lucide et (donc) pessimiste, **Dehya (TG B)** rappelle, alors, que bien des individus, sans doute, n’y participeraient pas et profiteraient de cette journée libre

dès lors, une éducation véritablement citoyenne, c'est-à-dire critique, réflexive, permettant à chacun de se faire une idée saine de son intérêt particulier et de l'intérêt collectif, de celui qu'il conviendrait de privilégier des deux, de comprendre dans leur complexité objective les sujets variés sur lesquels il a à se positionner, est une condition incontournable, irréductible, d'une démocratie qui fonctionne⁴. Sans quoi la démocratie risque de n'être que la dictature du nombre qui, peu éclairé, se positionnant par l'affect plutôt que par la raison, peut se révéler, parfois, un monstre sans tête, l'effet de groupe démultipliant le sentiment d'avoir raison, alors que c'est parfois en groupe qu'on a tort. Il ne suffit pas d'être nombreux à penser une chose pour que cette chose soit vraie, juste. La quantité ne fait pas toujours la qualité, elle peut même en être l'ennemie.

Ce sont les dernières minutes de la séance, avant la sonnerie. Je ferme alors la discussion en ajoutant, au temps et à l'éducation, une dernière condition à la démocratie : l'égalité. Ce mot, si cher aux Athéniens, a été quelque peu oublié alors qu'il est l'ADN même de la démocratie. Les citoyens athéniens pratiquaient la politique avec la certitude d'être politiquement égaux et, en cela, de pouvoir assurer n'importe quelle fonction, celle-ci pouvant même être, par conséquent, attribuée au tirage au sort. Cette égalité a été aussi sociale : la démocratie, à l'époque moderne, était perçue comme un régime peu souhaitable, car reposant sur la majorité et, donc,

proche des pauvres, pour les pauvres. Et il va sans dire qu'une démocratie, dans une société inégalitaire, ne peut exister, sinon comme perpétuel objet de luttes et enjeu de confiscation entre des groupes sociaux concurrents. Alors, sans égalité, il se pourrait bien que nous en restions à cette démocratie qui n'est, peut-être, au fond, depuis les révolutions américaine et française du XVIII^e siècle, qu'une coquille vide servant d'emballage plaisant à un système représentatif auquel on l'assimile à tort, un strict argument de séduction électorale ainsi qu'en usèrent les premiers dirigeants politiques, comme Andrew Jackson⁵, qui en virent le potentiel et se revendiquèrent, par opportunisme, « *démocrates* ». Cela a-t-il beaucoup changé ?

Une nouvelle édition du café-philos a eu lieu. C'est l'avant-dernière. Peut-être, la prochaine (la dernière), sur une proposition indirecte de **Lou (TG D)**, pourrait-elle porter sur le mérite. C'est à voir. Sans doute, cet instant prolongé de réflexion conjointe, avec ses impasses, ses digressions, ses moments de moindre intensité, a joué son rôle, celui d'instiller, pour les participants, dans les certitudes du quotidien – qui sont des repères dans le chaos de la condition humaine mais aussi, parfois, de trop confortables œillères –, cette attitude quelque peu enfantine, qu'on oublie parfois adulte et qui consiste à se demander pourquoi, pourquoi ce qui est est, à interroger, en faisant un pas de côté

objectivant, ce qui se donne pour la normalité : l'étonnement. C'est cet étonnement, sans doute, manié d'abord sur les bords de la mer Egée, encore, par un certain Socrate, mais sans doute manié plus tôt encore,

« Le problème, c'est qu'on ne voit pas l'envers du décor »

Floriane, 1STI2D 4

depuis que l'humanité (celle qui enterre ses morts, qui s'inquiète du lendemain, qui croit, qui peint ce qu'elle voit...) est ce qu'elle est, c'est cet étonnement devant le monde tel qu'il se donne à voir que nous avons essayé, un instant, humblement, de rejouer, éprouver. Nous avons tâché de le faire dans le cadre auquel notre condition nous condamne : le groupe. Le groupe qui, brièvement, s'extrayant de l'urgence du quotidien et du flot des jours (parce que quitte, à peu près, de sa survie), s'arrête et prend un peu de temps pour penser, penser ce qu'il vit, penser la brève expérience qu'il fait du monde. Et, sans doute, c'est avec quelque doute, quelques certitudes ébranlées que chacun a quitté le groupe et le lieu clos de la réflexion, à cinq heures et demie. Il est à souhaiter, maintenant, que le débat se poursuive dans l'espace du débat le plus sacré qui soit, la tête de chacun. ■

Damien Delage
(31.3.2022)

⁴ Et, en même temps, on touche, ici, à une forme de paradoxe : la *condition ignorante* de l'être humain (le fait qu'il ne sache pas d'instinct) est à la fois un frein à la démocratie et sa raison d'être. En effet, si l'être humain (et donc le groupe) savait, de façon absolue, quelle décision prendre à

chaque situation, alors il lui suffirait d'agir, comme le médecin applique, à la suite du bon diagnostic, le bon remède, et le *politique* (le processus par lequel une décision est prise au sein d'un groupe) n'aurait plus lieu d'être.

⁵ Elu président des Etats-Unis en 1829, il est l'un des premiers hommes politiques à se présenter, ouvertement, de façon assumée, lors des élections, comme un *démocrate*.

EN RESUME

Les principales idées du café-philos...

<p>OUI, nous sommes en démocratie</p>	<p>NON, nous ne sommes pas en démocratie</p>	<p>➔ Quelles seraient les conditions d'une (vraie) démocratie ?</p>
<ul style="list-style-type: none"> > Des institutions représentatives l'affirment. > Certaines pratiques, directes, comme le référendum, existent. > Les citoyens ont un inconscient collectif démocratique. 	<ul style="list-style-type: none"> > Les élections sont anti-démocratiques : il y a délégation du « pouvoir du peuple ». > Les électeurs contrôlent peu les élus : il y a confiscation du « pouvoir du peuple ». > Une certaine recherche critique (notamment Francis Dupuis-Déri et Bernard Manin) défend l'idée que nos régimes politiques sont moins des démocraties que des aristocraties. 	<ul style="list-style-type: none"> > Le temps libre ? > L'éducation ? > L'égalité ?
<p style="text-align: center;">CONSTAT (1^{ère} heure)</p>		<p style="text-align: center;">PROSPECTIVE (2^e heure)</p>